



CHAPITRE 126

CHAPTER 126

Loi modifiant la charte de l'“Institut des Sœurs du Perpétuel Secours”

An Act to amend the charter of the “Institut des Sœurs du Perpétuel Secours”

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation connue sous le nom de l'“Institut des Sœurs du Perpétuel Secours” a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 58 Victoria, chapitre 93, sanctionnée le 12 janvier 1895, avec pouvoir d'exercer les différentes œuvres propres à sa constitution;

Qu'elle est formée des membres de la congrégation religieuse fondée sous le nom de “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”;

Qu'en raison de l'accroissement continu du nombre de ses membres, elle a considérablement développé et multiplié ses œuvres;

Que pour mieux en assurer le développement, elle a besoin de plus amples pouvoirs;

Qu'elle désire modifier son nom corporatif en vue de le faire concorder avec celui qu'elle tient de sa constitution religieuse;

Qu'il lui faut le pouvoir de changer son siège corporatif en vue de mieux répondre aux exigences nouvelles de ses nombreuses œuvres;

WHEREAS the corporation known by the name of the “Institut des Sœurs du Perpétuel Secours” has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 58 Victoria, chapter 93, sanctioned on the 12th of January, 1895, with power to perform the various works proper to its constitution;

That it is composed of the members of the religious congregation founded under the name of “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”;

That by reason of the continued increase of the number of its members, it has considerably developed and multiplied its works;

That to better assure its development, it needs more ample powers;

That it desires to change its corporate name to agree with that which it holds from its religious constitutions;

That it needs the power to change its corporate seat in order better to meet the new requirements of its numerous works;

Preamble.

Qu'elle a besoin de faire valider certains titres d'acquisition dans lesquels son nom corporatif apparaît incorrectement;

Qu'elle a demandé l'adoption d'une loi pour les fins ci-dessus; et

Que le présent bill a reçu l'approbation de l'Ordinaire;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande de la pétitionnaire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1895, c. 93, a. 1, remp. **1.** L'article 1 de la loi 58 Victoria, chapitre 93 est remplacé par le suivant:

Corporation constituée.

“**1.** Virginie Fournier, en religion sœur Saint-Bernard; Anna Beaudoin, en religion sœur Saint-Ignace; Anna Laflamme, en religion sœur Saint-Isidore; Marie-Louise Labbé, en religion sœur Sainte-Thérèse; Arthémise Labrecque, en religion sœur Sainte-Claire; Victoire Giasson, en religion, sœur Saint-Vincent, résidant actuellement dans la paroisse de Saint-Damien de Buckland, comté de Bellechasse, membres de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, et toutes les personnes qui font partie et qui feront partie à l'avenir dudit institut, conformément à ses règles, statuts et règlements, sont constituées en corporation sous le nom de “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”.

Nom.

1895, c. 93, a. 2, remp. **2.** L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Buts.

“**2.** Les buts de la corporation sont, en outre de la formation, de l'instruction et de la subsistance des membres de ladite congrégation, la poursuite d'œuvres de religion, de charité, d'assistance, d'hospitalisation, de dévouement au service des orphelins, infirmes ou personnes âgées, d'enseignement, d'éducation et de formation.”

That it requires the validation of certain deeds of acquisition in which its corporate name appears incorrectly;

Whereas it has prayed for the passing of an act for the above mentioned purposes; and

That the present bill has received the approval of the Ordinaire;

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioner;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 58 Victoria, 1895, chapter 93 is replaced by the following: 1895, c. 93, s. 1, replaced.

“**1.** Virginie Fournier, in religion Sister St. Bernard; Anna Beaudoin, in religion Sister St. Ignace; Anna Laflamme, in religion Sister St. Isidore; Marie Louise Labbé, in religion Sister Ste. Thérèse; Arthémise Labrecque, in religion Sister Ste. Claire; Victoire Giasson, in religion Sister St. Vincent, now residing in the parish of St. Damien de Buckland, county of Bellechasse, members of “Institut des Sœurs du Perpétuel Secours”, and all other persons who form part or who may hereafter form part thereof, in accordance with the rules, statutes and by-laws of the said institute, are hereby incorporated, under the name of “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”.

Incorporation.

Name.

2. Section 2 of the said act is replaced by the following: 1895, c. 93, s. 2, replaced.

“**2.** The objects of the corporation are, besides the training, education and subsistence of the members of the said congregation, the pursuit of works of religion, of charity, of assistance, of hospitalization, of devotedness to the service of orphans, the infirm or the aged, of teaching, education and training.”

Objects.

1895,
c. 93, a. 3,
remp.

**“3. L'article 3 de ladite loi est rem-
placé par le suivant :**

Pouvoirs,
etc.

**“3. La corporation constituée par la
présente loi a succession perpétuelle et
son siège social est établi à Saint-Da-
mien de Buckland, comté de Bellechasse.
Elle a les pouvoirs des corporations ordi-
naires et spécialement les suivants :**

a) avoir un sceau et le modifier à
volonté;

b) ester en justice;

c) établir, maintenir, administrer et
gérer toute œuvre ou entreprise pour la
poursuite de ses buts;

d) établir, acquérir, maintenir, admi-
nistrer et gérer des postulats, noviciats,
résidences, maisons d'enseignement, or-
phelinats, jardins d'enfance, maisons de
repos, hospices, refuges et maisons d'hos-
pitalisation;

e) s'obliger et obliger autrui envers
elle par tout mode légal quelconque;

f) faire sur son crédit des emprunts de
deniers par tout mode reconnu par la loi,
et spécialement par lettre de change,
billet ou autre effet négociable;

g) hypothéquer ou nantir ses immeu-
bles, donner en gage ou autrement affecter
d'une charge quelconque ses biens
meubles pour assurer le paiement de ses
emprunts ou l'exécution de ses obliga-
tions;

h) émettre des obligations ou autres
titres ou valeurs, et les vendre, échan-
ger, nantir ou donner en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code
civil, hypothéquer, nantir ou mettre en
gage, tout en en conservant la possession,
des biens meubles et immeubles, pré-
sents et futurs pour assurer le paiement
des obligations ou valeurs émises, don-
ner une partie seulement de ces garanties
pour les mêmes fins et constituer telle
hypothèque, tel nantissement ou tel
gage par acte de fidéicommiss conformé-
ment à la Loi des pouvoirs spéciaux de
certaines corporations (Statuts refondus,

3. Section 3 of the said act is replaced 1895,
by the following: c. 93, s. 3,
replaced.

**“3. The corporation constituted by
this act shall have perpetual succession
and its corporate seat shall be established
at St. Damien de Buckland, county of
Bellechasse. It shall have the powers
of ordinary corporations and especially
the following :**

a. Have a seal and alter it at will;

b. Appear before the courts;

c. Establish, maintain, administer and
manage any work or undertaking in the
pursuance of its objects;

d. Establish, acquire, maintain, ad-
minister and manage postulates, novi-
tates, residences, teaching establish-
ments, orphanages, kindergartens, rest
houses, hospices, alms-houses and hos-
pitalization houses;

e. Bind itself and bind others towards
it in any legal manner whatsoever;

f. Borrow money on its credit by any
method recognized by law, and espe-
cially by bill of exchange, note or other
negotiable instrument;

g. Hypothecate or pledge its immov-
eables, give in security or otherwise
encumber its moveable property in any
way whatsoever to secure the payment
of its loans or the carrying out of its
obligations;

h. Issue bonds or other title-deeds or
securities, and sell, exchange, mortgage
or pledge the same;

i. Notwithstanding the provisions of
the Civil Code, hypothecate, mortga-
ge or pledge, while at the same time re-
taining possession thereof, moveable
and immoveable property, present and
future, in order to secure the payment
of the obligations or of the securities
issued, give a part only of such guaran-
tees for the same objects, and constitute
such hypothec, mortgage or pledge by
deed of trust in accordance with the
Special Corporate Powers Act (Revised

1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant un but similaire à l'un des siens, lui faire des prêts, cautionner ou garantir les obligations et engagements de telle personne;

l) accepter tout don;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque, pourvu que le revenu net annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de revenus n'exécède pas deux cent mille dollars;

n) ériger et maintenir toute construction pour la réalisation de ses buts;

o) établir des cimetières sur ses propriétés ou ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres ou bienfaiteurs ou de toute autre personne liée par quelque relation à la congrégation, en se conformant aux lois et règlements de la province en cette matière;

p) modifier à l'occasion son nom corporatif ou l'endroit de son siège social en donnant avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier avis dans la *Gazette officielle de Québec*;

q) adopter des règlements pour sa régie interne, l'administration et la gestion de ses entreprises et propriétés, et la nomination, les fonctions et les devoirs de ses officiers et agents."

1895, c. 93, a. 4. L'article 4 de ladite loi est rempl. placé par le suivant:

Conseil d'administration.

"4. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration, lequel est composé de la supérieure générale, l'assistante et trois autres consœurs, lesquelles sont ou seront élues, nommées ou remplacées

Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace the latter;

j. Invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. Assist any person pursuing any object similar to any of its own, make loans to or secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. Accept any gift;

m. Acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and possessed by it for purposes of revenue does not exceed two hundred thousand dollars;

n. Erect and maintain any building for the realization of its objects;

o. Establish cemeteries on its properties or erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members or benefactors or of any other person in any way connected with the congregation, in conformity with the laws and regulations of the Province in this matter;

p. Alter at will its corporate name or the place of its corporate seat by giving written notice thereof to the Provincial Secretary and having notice thereof published in the *Quebec Official Gazette*;

q. Adopt regulations for its internal management, the administration and management of its enterprises and properties, and the appointment, functions and duties of its officers and agents."

1895, c. 93, s. 4. Section 4 of the said act is replaced by the following:

replaced.

"4. The powers of the corporation shall be exercised by its council of administration, which shall be composed of the Superior General, of the Assistant and three other Councillors who are or shall be elected, appointed or replaced

Council of administration.

selon les constitutions de ladite congrégation, ou d'autres personnes selon le changement de ces mêmes constitutions."

1895, c. 93, a. 5, mod. **5.** L'article 5 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin dudit article les mots suivants, savoir:

Jurisdiction. "Elle peut exercer les mêmes pouvoirs en dehors de la province."

1895, c. 93, a. 7, remp. **6.** L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Force probante de certains documents. **"7.** Les copies des règles, statuts, règlements et résolutions de la corporation, sous le sceau de celle-ci et signées par sa secrétaire, seront acceptées comme preuve *prima facie* de leur existence et de leur mise en force devant toutes les Cours de justice."

1895, c. 93, a. 12, remp. **7.** L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dissolution. **"12.** Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni être admis au partage de ses biens. Dans le cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de toutes ses obligations, seront remis à l'évêque catholique romain du diocèse dans lequel la corporation aura son siège social, pour qu'il en dispose conformément aux lois canoniques et aux constitutions applicables à ladite congrégation."

1895, c. 93, aa. 12a-12f, aj. **8.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 12, les articles suivants:

Exercice de droits, etc. **"12a.** La corporation est le représentant de ses membres et peut en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer tous leurs droits civils et leurs recours en justice pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir."

according to the constitutions of the said congregation, or of other persons according to the changes of these same constitutions."

5. Section 5 of the said act is amended by adding at the end of the said section the following words, namely:

"It may exercise the same powers outside of the Province." Jurisdiction.

6. Section 7 of the said act is replaced by the following: 1895, c. 93, s. 7, replaced.

"7. Copies of the rules, statutes, regulations and resolutions of the corporation, under the seal of the latter and signed by its secretary, shall be accepted as *prima facie* evidence of their existence and of their coming into force in every court of justice." Proof of certain documents.

7. Section 12 of the said act is replaced by the following: 1895, c. 93, s. 12, replaced.

"12. No member of the corporation may ask for the dissolution thereof, or be admitted to participate in the partition of its property. In the event of dissolution, the property of the corporation, after the payment of all its obligations, shall be handed over to the Roman Catholic Bishop of the diocese in which the congregation has its corporate seat, in order that he may dispose thereof in accordance with the canonical laws and the constitutions applicable to the said congregation." Dissolution.

8. The said act is amended by adding thereto, after section 12, the following sections: 1895, c. 93, ss. 12a-12f, added.

"12a. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name but for their benefit, exercise all their civil rights and their recourses at law for the property which they may own or acquire." Exercise of rights, etc.

Résolu-
tion.

“12b. Tout acte de la corporation, dans l'exercice des pouvoirs à elle conférés par sa charte, peut être décidé ou autorisé par simple résolution de son conseil général et posé par toute personne autorisée à cette fin par ledit conseil.”

“12b. Any act of the corporation, in the exercise of the powers conferred on it by its charter, may be decided or authorized by mere resolution of its general council and carried out by any person authorized for such purpose by the said council.”

Dévolu-
tion.

“12c. La Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours est aux titres, droits, intérêts, réclamations, prétentions et recours de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours” auquel elle succède et dont elle assume les obligations.”

“12c. The “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours” is vested with the titles, rights, interests, claims, pretensions and recourses of the “Institut des Sœurs du Perpétuel Secours” to which it succeeds and whose obligations it assumes.”

Titres,
etc., va-
lidés.

“12d. Les titres, actes, contrats et documents signés par la corporation sous le nom de “Couvent, Hospice ou Hôpital St-Damien”, celui de “Hospice Saint-Bernard”, celui de “Institut des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, celui de “Congrégation des Sœurs du Perpétuel Secours”, celui de “Couvent des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, celui de “Couvent du Perpétuel Secours”, celui de “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, celui de “Corporation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours” ou enfin celui de “Communauté des Sœurs du Perpétuel Secours” sont déclarés légaux et valides à toutes fins que de droit nonobstant cette désignation incorrecte et ont la même valeur légale que s'ils avaient été signé du véritable nom corporatif.”

“12d. The deeds, contracts and documents signed by the corporation under the name of “Couvent, Hospice ou Hôpital St-Damien”, that of “Hospice Saint-Bernard”, that of “Institut des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, that of “Congrégation des Sœurs du Perpétuel Secours”, that of “Couvent des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, that of “Couvent du Perpétuel Secours”, that of “Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours”, that of “Corporation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours” or finally that of “Communauté des Sœurs du Perpétuel Secours” are declared legal and valid for all legal purposes notwithstanding such incorrect designation and shall have the same legal validity as if they had been signed with the true corporate name.”

Biens.

“12e. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens possédés par elle dans l'unique but de lui faciliter l'obtention des biens nécessaires à la subsistance, nourriture, entretien de ses membres et des personnes hospitalisées ou soignées par elle ou pour loger son personnel, sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles la corporation a été établie ou autorisée, et jouissent des privilèges propres à tels biens.”

“12e. The corporation pursuing no pecuniary gain, the property held by it with the sole object to facilitate is acquisition of the property necessary for the subsistence, nourishment and maintenance of its members and of persons hospitalized or cared for by it or to house its staff, shall be considered as property held for the objects for which the corporation has been established or authorized and shall enjoy the privileges pertaining to such property.”

Vente,
etc., du
surplus.

“12f. Si la corporation acquiert par legs, don ou autrement des biens immobiliers en sus et au delà de ceux qu'elle est autorisée à posséder, cette acquisition ne sera pas nulle pour cela, mais elle sera tenue, dans les cinq ans qui suivront son entrée en possession des dits biens, de les vendre ou aliéner ou de s'en départir, en partie, de manière à ne pas excéder son pouvoir de posséder.

Preuve.

En tant que les tiers sont concernés, un certificat de l'économe générale de la congrégation fera preuve *prima facie* du fait que la corporation n'excède pas les pouvoirs prévus par sa charte relativement au revenu maximum des immeubles qu'elle est autorisée à posséder.”

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

“12f. If the corporation acquires by legacy, gift or otherwise immovable properties over and above those which it is authorized to hold, such acquisition shall not be null on that account, but it shall be bound, within the five years which follow its coming into possession of such property, to sell or alienate, to get rid of the same, in part, so as not to exceed its holding power.

Sale,
etc. of
surplus.

As far as third parties are concerned, a certificate of the general bursar of the congregation shall be *prima facie* evidence that the corporation does not exceed the powers provided for by its charter respecting the maximum revenue of the immoveables which it is authorized to hold.”

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.